

François BOUEIL
24 rue Louis Girard
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

IDF Expertise & Conseil
Membre de Nexia International
23 rue Paul Valéry
75116 PARIS

Parsys

Société Anonyme au capital de 4 625 001 €
Siège Social : 2, rue du Centre – 93 885 Noisy Le Grand cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Parsys, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

La société Parsys a comptabilisé à l'actif du bilan les frais de développement relatifs à l'activité santé pour un montant net, après amortissements et dépréciations, de 1,1 M€. Sur la base du budget de trésorerie qui nous a été présenté par la direction et compte tenu des incertitudes liées d'une part au dénouement des litiges présentés au paragraphe 2 du préambule de l'annexe et d'autre part à la réalisation des opérations présentées au paragraphe 4 de ce même préambule, nous ne sommes pas en mesure d'estimer si la société dispose à ce jour des moyens financiers lui permettant de mener à terme les projets engagés, dans des conditions de rentabilité commerciale compatibles avec les besoins de liquidité à court terme de la société.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés en annexe :

- Le paragraphe «3- Situation de la société Parsys » présenté en préambule de l'annexe expose l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation.
- Le paragraphe « 2- Litiges en cours » du préambule de l'annexe présente l'avancement des principaux litiges existant au niveau du groupe ainsi que leur traduction comptable.
- Les notes « 21 – Impôts différés », « 35 – Impôts différés actif » et « 51 – Impôt sur les sociétés » de l'annexe exposent les principes de comptabilisation des impôts différés actifs et présentent également la comptabilisation en charge de l'exercice d'une partie de l'impôt différé qui avait été porté à l'actif au 30 septembre 2009 et qui avait donné lieu à une réserve de notre part.
- Les paragraphes «Faits caractéristiques de la période » et « Evénements postérieurs » et les Notes « 8 – Tests de dépréciation » et « 12 – Immobilisations incorporelles » de l'annexe exposent les principes de comptabilisation à l'actif et d'évaluation des frais de développement et des immobilisations incorporelles.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie de notre rapport :

- Le paragraphe « Faits caractéristiques de la période – 3- Situation de la société Parsys » de l'annexe expose l'incertitude relative à la continuité d'exploitation.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation de la société Parsys au regard de l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation.

- Le paragraphe « Faits caractéristiques de la période - 2- Litiges en cours » de l'annexe présente l'avancement des principaux litiges existant au niveau du groupe. Votre groupe constitue à ce titre et plus généralement dans le cadre de ses activités (cf. Notes 19, 20, 42 et 47 de l'annexe) des provisions.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction et à vérifier que l'annexe donne une information pertinente sur les risques et litiges.

- Le paragraphe «Faits caractéristiques de la période» et les Notes «8 – Tests de dépréciation» et «12 – Immobilisations incorporelles» de l'annexe exposent les principes de comptabilisation à l'actif et d'évaluation des frais de développement et des immobilisations incorporelles.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement ou dépréciation et pour la vérification de la valeur actuelle. Nous avons notamment dans ce cadre obtenu le rapport d'Expert ainsi que le rapport du Commissaire aux Apports qui y sont mentionnés. Nous nous sommes enfin assurés que les notes correspondantes de l'annexe fournissent une information appropriée, notamment sur le caractère à ce jour non profitable de l'activité à laquelle se rattachent ces coûts.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

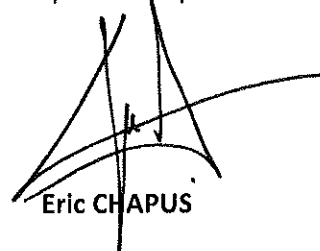
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Vélizy-Villacoublay et Paris, le 7 février 2011



François BOUEIL

IDF Expertise & Conseil
Représentée par



Eric CHAPUS

PARSYS

PARSYS SA

Société anonyme au capital de 4 625 001 euros

Siège social: 2, rue du centre -93160 Noisy Le Grand

RCS Bobigny B 382 824 738

COMPTES CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2010

I.	BILANS CONSOLIDES.....	4
II.	COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES.....	5
III.	TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDES.....	6
IV.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	7
V.	ETAT DE RESULTAT GLOBAL.....	7
VI.	ANNEXE.....	8
	Approbation des comptes	
	Faits caractéristiques de la période	
	Evènements postérieurs	
A.	Principes comptables et méthodes d'évaluation	
1)	Cadre général.....	11
2)	Méthodes comptables.....	11
3)	Périmètre de consolidation.....	11
4)	Regroupements d'entreprises.....	11
5)	Date d'arrêté des comptes des sociétés.....	12
6)	Conversion des transactions libellées en devises.....	12
7)	Recours à des estimations.....	12
8)	Tests de dépréciation.....	12
9)	Dettes issues du plan de continuation.....	12
10)	Ecart d'acquisition - Goodwill.....	13
11)	Immobilisations.....	13
12)	Immobilisations incorporelles.....	13
13)	Immobilisations corporelles.....	13
14)	Titres mis en équivalence.....	13
15)	Autres actifs financiers non courants.....	14
16)	Stocks et en-cours de production industrielle.....	14
17)	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	15
18)	Intérêts minoritaires.....	15
19)	Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel.....	15
20)	Autres provisions pour risques et charges.....	16
21)	Impôts différés.....	16
22)	Actifs et passifs courants et non courants.....	16
23)	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnés.....	16
24)	Revenus.....	16

25) Résultat opérationnel courant	17
26) Charges ou produits opérationnels non courants.....	17
27) Coût de l'endettement financier net	18
28) Résultat par action	18

B. Périmètre de consolidation

C. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

29) Ecarts d'acquisition - Goodwill.....	20
30) Immobilisations incorporelles	20
31) Immobilisations corporelles.....	21
32) Titres mis en équivalence.....	22
33) Autres actifs financiers non courants.....	23
34) Autres actifs non courants.....	23
35) Impôts différés actif	23
36) Stocks et en-cours	24
37) Clients	24
38) Autres actifs courants	25
39) Capitaux propres.....	26
40) Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers.....	26
41) Autres passifs non courants.....	30
42) Provisions non courantes	30
43) Impôts différés passif	31
44) Fournisseurs et comptes rattachés.....	31
45) Dettes fiscales et sociales.....	31
46) Autres dettes courantes	32
47) Provisions courantes.....	32
48) Passif d'impôt exigible	32
49) Informations sectorielles.....	33
50) Autres produits et charges opérationnels non courants	34
51) Impôt sur les sociétés.....	34
52) Résultat par action	35
53) Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels	35
54) Effectif et droit à la formation	36
55) Informations relatives aux parties liées	36
56) Charges financières	37

I. BILANS CONSOLIDES

(en euros)	Notes	30/09/2010	30/09/2009
Ecarts d'acquisition - Goodwill	29)	5 531	6 244
Immobilisations incorporelles	30)	1 064 139	1 461 495
Immobilisations corporelles	31)	926 091	870 249
Immeubles de placement		0	0
Titres mis en équivalence	32)	872	0
Autres actifs financiers non courants	33)	454 262	170 838
Autres actifs non courants	34)	0	0
Impôts différés	35)	520 964	4 243 821
ACTIFS NON COURANTS		2 971 858	6 752 647
Actifs non courants et groupe d'actifs à céder		0	0
Stocks et en-cours	36)	1 323 703	1 631 017
Clients	37)	806 261	8 593 804
Autres actifs courants	38)	745 997	1 548 519
Actif d'impôt exigible		0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40)	767 283	3 227 137
ACTIFS COURANTS		3 643 243	15 000 478
TOTAL DE L'ACTIF		6 615 102	21 753 125
Capital	39)	4 625 001	4 625 001
Réserves consolidés		-2 369 408	-9 120 836
Ecarts de conversion		0	0
Résultat net part du groupe		-17 603 474	6 751 428
Capitaux propres part du groupe		-15 347 881	2 255 593
Intérêts des minoritaires		0	0
CAPITAUX PROPRES	IV	-15 347 881	2 255 593
Emprunts auprès des établissements de crédit	40)	2 251 859	2 341 939
Autres passifs non courants	41)	4 895 972	5 135 740
Provisions non courantes	42)	10 452 864	412 209
Impôts différés	43)	520 964	705 885
PASSIFS NON COURANTS		18 121 658	8 595 773
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente		0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	40)	246 197	346 903
Emprunts et dettes financières divers	40)	0	0
Fournisseurs	44)	2 422 607	6 781 882
Dettes fiscales et sociales	45)	558 839	824 573
Autres dettes courantes	46)	595 881	1 653 381
Provisions courantes	47)	15 000	252 486
Passif d'impôt exigible	48)	2 800	1 042 532
PASSIFS COURANTS		3 841 325	10 901 759
TOTAL DU PASSIF		6 615 102	21 753 125

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

II. COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

(en euros)	Notes	30/09/2010	30/09/2009
Chiffre d'affaires	49)	6 679 604	15 117 460
Autres produits opérationnels		24 611	447 995
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	49)	6 704 215	15 565 455
Charges opérationnelles :			
Achats consommés		-4 495 708	-11 724 990
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-132 705	-64 136
Charges externes		-2 219 123	-1 949 860
Charges de personnel		-1 996 274	-2 427 212
Impôts et taxes		-148 013	-205 023
Dotation nette aux amortissements		-1 132 256	-814 349
Dépréciation d'actifs net des reprises :			
Sur goodwill		0	0
Sur immobilisations		-73 816	49 770
Sur actifs financiers		0	0
Sur actifs courants		-422 392	102 002
Pour risques et charges		213 406	209 792
Autres charges opérationnelles		-174 638	-40 677
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	49)	-3 877 303	-1 299 228
Autres produits et charges opérationnels non courants	50)	-10 020 789	11 528 115
RESULTAT OPERATIONNEL		-13 898 092	10 228 887
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		16 685	131 087
Coût de l'endettement financier brut		-34 839	-82 174
Coût de l'endettement financier net	56)	-18 154	48 914
Autres produits financiers		2 024	81
Autres charges financières		-447 133	-462 366
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾⁽²⁾	56)	-445 109	-462 285
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence		1 903	0
RESULTAT AVANT IMPOTS		-14 359 451	9 815 515
Charge d'impôt sur le résultat	51)	-3 244 023	-3 064 088
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (2)		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-17 603 474	6 751 428
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère		-17 603 474	6 751 428
Résultat net attribuable aux intérêts des minoritaires		0	0
Résultat net par action en euros		-11,42	4,38
Résultat dilué par action en euros		-11,42	4,38
(1) dont profit (pertes) de change		2 001	-84
(2) dont actualisation des créances		-447 109	-462 282

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

III. TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDÉS

(en euros)	30.09.2010	30.09.2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	-17 603 474	6 751 428
Dotations (reprises) nettes d'amortissements et provisions	11 010 272	24 599
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-1 903	0
Abandon de créances	-255 674	-1 513 385
Coût de financement	481 971	544 539
Produits financiers	-18 709	-131 168
Impôt sur les sociétés	3 244 023	3 064 088
(Plus-values), moins-values de cession et de dilution	-882	289 147
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	-3 144 377	9 029 250
Variation des stocks	395 316	374 024
Variation des clients	7 787 543	-6 768 997
Variation des fournisseurs	-4 336 814	4 284 053
Variation des autres actifs et passifs courants	-1 050 071	856 932
Impôt sur le résultat (payé) remboursé	0	642 375
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE OPERATIONELLE	-348 403	8 417 637
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	0	-414 011
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-954 016	-734 151
Acquisitions d'immobilisations financières	-299 452	-93 026
Cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles	2 339	1 000
Cessions d'immobilisations financières	16 741	41 437
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-1 234 388	-1 198 751
Remboursement des créanciers	-898 205	-3 013 138
Acquisitions d'avances conditionnées	138 000	0
Intérêts reçus	18 709	131 168
Intérêts payés	-34 862	-82 257
Souscription (remboursement) d'autres dettes financières	0	-1 745 018
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT	-776 358	-4 709 246
VARIATION DE TRESORERIE	-2 359 149	2 509 640
TRESORERIE NETTE		
à l'ouverture	3 087 411	577 772
à la clôture	728 263	3 087 411
Dont :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	767 283	3 227 137
Découverts bancaires	-39 020	-139 726

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

IV. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en euros)	Capital	Primes	Autres réserves	Résultat part du groupe	Actions propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
Au 30/09/2008	4 625 001	6 431 369	-14 721 395	-830 810	0	-4 495 835		-4 495 835
Variations reconnues directement en capitaux propres :								
Affectation du résultat			-830 810	830 810		0		0
Autres						0		0
Résultat consolidé de l'exercice				6 751 428		6 751 428		6 751 428
variation de périmètre						0		0
Au 30/09/2009	4 625 001	6 431 369	-15 552 205	6 751 427	0	2 255 593	0	2 255 593
Variations reconnues directement en capitaux propres :								
Affectation du résultat			6 751 427	-6 751 427		0		0
Autres						0		0
Résultat consolidé de l'exercice				-17 603 474		-17 603 474		-17 603 474
Au 30/09/2010	4 625 001	6 431 369	-8 800 778	-17 603 474	0	-15 347 881	0	-15 347 881

V. ETAT DE RESULTAT GLOBAL

Etat de Résultat Global	30/09/2010	30/09/2009
Résultat de l'ensemble consolidé	-17 603 474	6 751 428
Résultat global de l'ensemble consolidé	-17 603 474	6 751 428
Attribuable à :		
actionnaires de PARSYS	-17 603 474	6 751 428

L'annexe jointe fait partie intégrante des états financiers consolidés

VI. ANNEXE

Approbation des comptes

Les comptes sociaux et consolidés ont été arrêtés par le directoire en date du 9 décembre 2010 et approuvés par le conseil de surveillance le 9 décembre 2010. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires

Faits caractéristiques de la période

1. Activité de PARSYS :

L'activité du groupe PARSYS se ventile en une activité locative, qui est l'activité traditionnelle de PARSYS et une activité santé, débutée en aout 2006 et encore en phase de pré-décollage.

- Activité Location

Elle consiste à acheter des biens pour les louer à des tiers, puis dans la majorité des cas à céder ces biens et les contrats de locations à un organisme de financement lequel, à la fin du contrat de location, vend les matériels d'occasion à PARSYS qui peut soit les louer ou les vendre au client initial, soit les reprendre pour les revendre. De plus certains matériels en cours ou en fin de contrat sont rachetés pour être cédés dans le cadre d'un nouveau contrat (« consolidation de contrat »). Dans certains cas des matériels sont achetés auprès de tiers pour être revendus en l'état.

- Activité santé

Elle consiste essentiellement en la vente de matériel médical.

Les principaux faits sont les suivants :

- Activité locative

Le volume d'affaires est en baisse par rapport à l'exercice précédent (le CA passe de 15 M€ à 6,5 M€). Dans le même temps, la Marge Brute, calculée après dépréciation des matériels autoportés et des provisions sur stocks (610 KE contre 344 KE l'exercice précédent) a diminué, s'établissant à 1,5 M€ contre 3,03 M€ pour l'exercice 2008/2009.

La réduction des coûts d'exploitation s'est poursuivie au regard de l'exercice précédent, grâce à une baisse continue des frais de personnel qui passent de 2,1 à 1,8 M€ et à une stabilisation des charges externes, qui restent à 1,6 M€.

L'activité locative, après une réaffectation de certains de ses coûts communs avec l'activité Santé pour 360 KE, génère une perte d'exploitation de 1.814 KE contre 359 KE l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice, la société a fermé ses établissements de Lyon et de Toulouse et procédé à 8 licenciements. Le coût salarial lié est estimé à 191 KE et l'économie annuelle escomptée est de 610 KE. Les autres coûts sont peu significatifs et les gains estimés à 150 KE annuels.

- Activité Santé

Cette activité est encore en phase d'investissement. Elle a généré sur la période un chiffre d'affaires de 218 K€ et une Marge Brute, calculée après dépréciation des stocks (503 KE) de -451 K€ au regard des coûts d'exploitation suivants :

- charges externes de 611 KE
- impôts et taxes de 14 KE
- frais de personnel de 214 KE
- réaffectation de coûts de l'activité locative (services communs) 360 KE

-dotations aux amortissements et provisions 414 KE (essentiellement lié aux frais de recherche développement)

Au total, compte tenu de la non activation de frais de recherche et développement estimés à 508 KE, l'activité santé génère une perte d'exploitation de 1.956 KE contre 836 KE l'exercice précédent.

- **Eléments non courants**

Les autres produits et charges opérationnels non courants incluent notamment une provision de 10,3 ME suite à la décision de la cour de cassation de casser le jugement d'appel dans le cadre de la procédure contentieuse décrite ci-dessous et un abandon de créance au titre de la taxe professionnelle pour 0,3 ME consenti par l'Etat.

- **Eléments financiers**

D'un montant négatif de 463 KE, le résultat financier inclut 447 de coût d'actualisation des créances à long terme.

2. Litiges en cours

Les procédures significatives en cours ont évolué de la façon suivante au cours de l'exercice :

- Procédure contentieuse engagée contre GLS Lease Plan pour dol dans l'acquisition de la Société EFSI

La séquence des événements est la suivante :

- sentence arbitrale du 7 avril 2005 condamnant GLS Lease Plan à verser à PARSYS une indemnisation d'un montant de 4.204 K€.
- premier arrêt du 6 juillet 2006 rendu par la cour d'appel qui avait décidé la nomination d'un expert.
- rapport de l'expert remis à la cours le 5 mai 2008.
- Jugement de la cour d'appel de Paris condamnant GLS LEASE PLAN, à payer à PARSYS une indemnité de 10,3 M€
- Jugement de la cour de cassation confirmant le dol mais cassant partiellement l'arrêt de la cour d'appel. Cette décision, qui ne remet pas en cause le dol mais le mode de calcul de son indemnisation, renvoie les parties à la même chambre de la cour d'appel de Paris pour un arrêt qui devrait être prononcé mi 2011.

Suite à la décision de la cour d'appel, l'indemnité, soit 10,3 M€, avait été prise en produit au cours l'exercice 2008/2009. Suite à la décision de la cour de Cassation ayant remis les parties dans l'état préalable à la décision d'appel quant au calcul de l'indemnité, PARSYS a provisionné l'intégralité des fonds perçus pour tenir compte de l'aléa judiciaire.

PARSYS espère que la cour lui réattribuera une somme égale, voire supérieure, à celle qui a été attribuée en mars 2009. Par ailleurs, elle a obtenu du Tribunal de commerce de Nanterre de n'être tenu de retourner les fonds correspondants à GLS Lease Plan qu'après 16 mois à compter du 29 avril 2010.. Ce jugement a été confirmé en appel auprès de la Cour d'appel de Versailles. Ceci devrait permettre au nouveau jugement d'être prononcé avant cette date.

Si PARSYS devait rembourser tout ou partie de l'indemnité déjà reçue, la société pourrait être dans l'impossibilité d'y faire face eu égard à sa trésorerie actuelle.

- Assignation contre la CARMi Nord Pas de Calais pour résiliation abusive de contrat.

Au titre de la résiliation abusive d'un marché remporté par PARSYS en 2006, la CARMi Nord Pas de Calais a été condamnée le 12 octobre 2010 à indemniser PARSYS à hauteur de 3.37M€. La CARMi a fait appel de la décision du TGI.

- Procédures engagées par SANIMAT contre PARSYS :

- pour contrefaçon : SANIMAT a été débouté en 1^{ère} instance mais a relancé une nouvelle action qui devrait être jugée en mars 2011.
- pour concurrence déloyale : PARSYS a été condamné en première instance à verser 310 K€, payé au cours de l'exercice précédent. Ce jugement a été frappé d'appel par PARSYS.

3. Situation de la société PARSYS

PARSYS est dans la sixième année de son plan de continuation, prononcé le 7 juillet 2004 par le Tribunal de Commerce de Bobigny. Le Tribunal de Commerce de Bobigny a par ailleurs accepté le 3 juillet 2009 une modification substantielle du plan de continuation.

Le passif qui résulte de l'arrêté définitif des créances par le juge commissaire, ainsi que l'échéancier de remboursement mis à jour suite à la modification du plan,, sont détaillés ci-après en note 40.

Au 30/09/10, la sixième échéance du plan a été payée. Les chèques de plus d'un an non débités au titre des premières échéances se montent à 75 KE et ont été inscrits au poste « autres dettes courantes ». Ceux de moins d'un an se montent à 17 KE.

4. Evénements postérieurs

- PARSYS a encaissé en décembre 2010 suite à exécution provisoire 1.500.000 EUR de dommage et intérêts de la CARMI suite au litige évoqué plus haut.
- La 7^{ème} échéance deviendra exigible au mois de juillet 2010 (646 K€)
- Afin d'assurer le développement de son activité télémédecine, PARSYS envisage :
 - de filialiser cette activité par voie d'apport en nature du des éléments incorporels et corporels de l'activité santé, hors stocks, d'une valeur de 1.100.000 EUR, valeur déterminée sur la base d'un rapport d'expert, à une société dédiée dénommée PARSYS Télémédecine.
 - de faire investir à ses côtés Télémédinvest société dont l'objet est d'investir dans des entreprises de télésanté en lui cédant 36.04% du capital de PARSYS Télémédecine (moyennant un prix en numéraire de 400K€) et en lui réservant une augmentation de capital d'un montant (prime d'émission comprise) de 600K€.

A cet effet, la société a été autorisée par jugement du tribunal de commerce de Bobigny du 13/10/2010 à céder 58,48% du capital de sa filiale PARSYS TELEMEDECINE.

Le commissaire aux apports a rendu un avis favorable à l'opération.

- Dans le cadre du contrôle fiscal en cours, PARSYS SA a reçu un courrier du 7 janvier 2011 en réponse aux observations du contribuable.

La position actuelle de l'administration fiscale se traduirait :

- Par une minoration des déficits reportables de 3.833 K€ ;
- Par une amende fiscale de 79 K€, non provisionnée au 30.09.2010

PARSYS entend désormais saisir la commission départementale des impôts sur certains des redressements maintenus par l'administration.

D. Principes comptables et méthodes d'évaluation

PRINCIPES GENERAUX

1) Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice clos au 30/09/2010 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 8 décembre 2010, date d'arrêté de ces comptes par le Directoire. Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

2) Méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent à l'exception des points suivants :

Nouvelles normes et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 01/10/09 et ayant trouvé à s'appliquer pour le groupe :

- Application par anticipation de la norme IAS 24 Informations relatives aux parties liées

Nouvelles normes et interprétations applicables obligatoirement ou par anticipation aux exercices ouverts à compter du 01/10/09, mais n'ayant pas trouvé à s'appliquer pour le groupe :

- Amendement à IAS 32 : Classement des émissions de droits (applicable au 1er février 2010)
- Amendements à IFRS 1 : Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants (applicable au 1er juillet 2010)
- IFRIC 19 : Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres (applicable au 1er juillet 2010)

METHODES DE CONSOLIDATION

3) Périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote (filiales) sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50%, mais sur lesquelles PARSYS exerce un contrôle de fait, c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir des avantages, sont consolidées selon cette même méthode.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation pour les sociétés intégrées globalement.

La mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droit de vote est supérieur ou égal à 20 %.

4) Regroupements d'entreprises

Les regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en écart d'acquisition.

5) Date d'arrêté des comptes des sociétés

La société mère du groupe a un exercice social se terminant au 30 septembre. L'unique filiale en activité a un exercice se terminant au 31/08/10. Dans la mesure où l'écart de date est faible et où le poids relatif de l'unique filiale est faible par rapport à l'ensemble, ce sont les comptes au 31/08 qui ont été utilisés pour la consolidation au 30/09/10.

6) Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).

REGLES ET METHODES D'EVALUATION

7) Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels et corporels, de la détermination du montant des provisions pour risques et charges ou provisions pour dépréciation des stocks, des actifs d'impôts différés et de l'actualisation des passifs à long terme. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

8) Tests de dépréciation

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables, y compris les écarts d'acquisition (goodwill) et la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie.

Pour l'appréciation de la valeur des actifs à la clôture, le Groupe a retenu la segmentation de l'information sectorielle en fonction du découpage par secteurs d'activité suivants :

- Activité location
- Activité santé

Pour chacun des deux secteurs, un test de dépréciation des immobilisations a été établi à partir d'un business plan sur 4 ans. Les flux de trésorerie générés ont été actualisés au taux de 5%, qui est le taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un tiers.

Pour chaque secteur d'activité, la valeur nette des immobilisations existant au 30/09/10 devrait être recouvrée avant la fin de la période de prévisions. En conséquence, aucune dépréciation n'a paru nécessaire.

9) Dettes issues du plan de continuation

Le plan de continuation a eu pour effet d'étaler sur 10 années certaines dettes sans qu'elles ne portent intérêt. En conséquence, ces dettes ont été enregistrées à leur juste valeur, c'est-à-dire avec une décote de manière à ramener leur taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. Le taux d'intérêt retenu est de 5%, taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un organisme de crédit. La contrepartie de la décote au 01/10/09 figure au poste « réserves consolidées ». Les variations annuelles de juste valeur sont inscrites au compte de résultat sur la ligne « autres charges financières ».

Au 30/09/10 :

- la décote se monte à 1.240 K€ pour un montant de dette initiale de 8.611 K€
- une diminution d'1 point du taux d'intérêt diminuerait la décote de 227 K€ et une augmentation d'1 point augmenterait la décote de 218 K€.

10) Ecarts d'acquisition - Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs, passifs majorés le cas échéant de certains passifs éventuels relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique goodwill. Les goodwill ne sont plus amortis mais font l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charge opérationnelle et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

11) Immobilisations

Seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Le Groupe a choisi de conserver le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles selon la méthode du coût. La méthode alternative permettant de réévaluer de façon régulière une ou plusieurs catégories d'actifs corporels n'a pas été retenue par le Groupe.

12) Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement constitués au 30/09/10 par les frais de recherche développement de l'activité santé. Ceux-ci sont amortis linéairement sur 5 ans. Les autres immobilisations incorporelles significatives représentent des logiciels amortis sur une durée de 1 à 3 ans.

13) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- Agencements et installations : sur 10 ans,
- Matériel de transport : sur 3 à 4 ans,
- Matériel de bureau et informatique : sur 3 à 10 ans,
- Mobilier de bureau : sur 10 ans.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il n'est pas tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable.

14) Titres mis en équivalence

Les participations dans des entreprises associées sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition, et leur valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise détenue est comptabilisée sous la rubrique « Quote-part dans le

résultat net des participations mises en équivalence » du compte de résultat. Les distributions reçues de l'entreprise détenue réduisent la valeur comptable de la participation. Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires dans le cas de modifications de la valeur de la participation du Groupe dans l'entreprise détenue dues à des variations des capitaux propres de l'entité détenue qui n'ont pas été comptabilisées dans son résultat. De telles modifications sont notamment celles qui résultent de la réévaluation des immobilisations corporelles et des écarts de conversion. La quote-part de l'investisseur dans ces changements est comptabilisée directement dans les capitaux propres de l'investisseur.

Dans le cas où la quote-part du groupe est négative, la valeur des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et la quote-part négative est constatée par voie de provision pour risque (provision non courante).

15) Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les titres de participation dans des sociétés non consolidées et la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 39 "Instruments financiers", les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative et durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation irréversible est constatée par résultat. La reprise de cette provision par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

À chaque clôture, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

16) Stocks et en-cours de production industrielle

Pour l'activité Santé

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

Les coûts de revient des encours sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

Pour l'activité Location :

• des Stock "longue durée" :

Il s'agit de matériels neufs destinés à être vendus dans des délais courts à des re-financeurs pour faire l'objet de contrats de location de longue durée en cours de mise en place (PARSYS dispose dans la majorité des cas pour ces données de commandes fermes des clients et d'un accord de refinancement). Ces matériels sont valorisés à leur prix d'achat hors taxes.

Dans le cas exceptionnel d'une commande non confirmée par le client, le matériel peut faire l'objet d'une dépréciation, calculée au cas par cas.

• Stock "Fin de contrats" :

Il s'agit de matériels d'occasion localisé soit chez les clients, soit chez PARSYS, et rachetés aux re-financeurs en fin de contrat « longue durée ». Ce stock comprend également des matériels rachetés auprès de tiers dans le cadre de l'offre « Serenity ». Ces matériels sont destinés suivant les cas à :

- être revendus au client initial
- être loués au client initial (prolongation du contrat de location initial)
- être revendus sur le marché de l'occasion
- être consolidés dans de nouveaux contrats.

En raison de l'obsolescence rapide de ces stocks, seuls les matériels acquis sur contrats échus depuis moins d'un an sont valorisés.

Afin de simplifier le processus de prise en compte des dépréciations, le stock est déprécié de façon linéaire sur 12 mois.

• des stocks d'encours

Il s'agit de matériels issus de contrats en cours rachetés à des re-financeurs et destinés selon les cas, à être :

- revendus aux clients locataires
- inclus dans un nouveau contrat de location avec éventuellement ajout de matériels neufs
- revendus sur le marché de l'occasion.

17) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le bilan consolidé comprend les disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées et comptabilisées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Ils sont considérés comme détenus à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Les placements dans les actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie.

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan correspond à la trésorerie telle que définie ci-dessus. La trésorerie et les équivalents de trésorerie n'y correspondant pas sont classés sous la rubrique « Autres actifs courants » ou « autres actifs financiers non courants » selon leur échéance.

Les découverts bancaires ne sont pas assimilés à un financement et sont donc inclus dans la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Ils figurent dans les passifs courants sous la rubrique « Emprunts auprès des établissements de crédit ».

18) Intérêts minoritaires

Aucun intérêt minoritaire n'est comptabilisé au 30 septembre 2010 dans la mesure où la seule participation (hors 100%) détenue est mise en équivalence.

19) Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les indemnités de départ, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs. L'ensemble des écarts actuariels générés, y compris le corridor, est immédiatement comptabilisé en résultat.

20) Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges, courantes ou non courantes, sont principalement relatives aux éléments suivants :

- litiges,
- restructurations
- charges sur dénouement de contrats

21) Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Les actifs d'impôt différés au 30/09/10 ont été ramenés à une valeur limitée aux passifs d'impôts différés en raison des incertitudes liées à la décision de la cour de renvoi dans le cadre de l'affaire EFSI, laquelle entraîne sur cet exercice une forte perte opérationnelle et un risque sur l'activité.

22) Actifs et passifs courants et non courants

Un actif est classé en tant qu'actif courant lorsque le Groupe s'attend à pouvoir le réaliser, le vendre ou le consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Un passif est classé en tant que passif courant lorsque le Groupe s'attend à le régler au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les douze mois suivant la clôture ou lorsqu'il est détenu essentiellement aux fins d'être négocié.

Tous les autres actifs et passifs sont classés en non courants.

Ce classement a notamment été appliqué au passif lié au plan de continuation.

23) Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnés

A la date de clôture, il n'y a aucun actif détenu en vue d'une cession à court terme ou d'activité destinée à être abandonnée. En effet, les projets de filialisation et de cession partielle de l'activité santé étaient au 30/09/10 suspendus à l'autorisation de l'agrément du tribunal de commerce, laquelle n'a été obtenue qu'en octobre 2010.

24) Revenus

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe et des subventions d'exploitation (nets de TVA).

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Pour les transactions ne comprenant que des services ou des prestations de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les produits d'intérêts sont enregistrés prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dividendes reçus sont comptabilisés dès lors que le droit à recevoir des dividendes est avéré.

Les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

- **Activité Location**

Le chiffre d'affaires comprend :

- La cession de contrats pour laquelle le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date de facturation des cessions aux re-financeurs.
- Les produits de location (matériels autoportés ou prolongations éventuelles en fin de contrat) pour lesquels le chiffre d'affaires est enregistré selon les périodes de location.
- La vente éventuelle de matériels aux clients ou sur le marché de l'occasion pour laquelle le chiffre d'affaires est enregistré à la date de livraison des matériels

- **Activité santé**

Le fait générateur du chiffre d'affaires est l'installation du produit chez le client. Dans certains cas, des matériels sont placés en dépôt chez des prospects pour validation du produit avant la vente.

Il y a aussi des prestations de service (abonnement pour interprétation d'ECG) pour lesquelles le chiffre d'affaires est pris en fonction des périodes d'abonnement.

25) Résultat opérationnel courant

La notion de résultat opérationnel s'apprécie avant les produits et charges opérationnels non courants (Cf. infra) les produits et charges financiers, le coût de financement, les charges d'impôt sur les bénéfices, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence et le résultat net des activités abandonnées.

26) Charges ou produits opérationnels non courants

La notion de charges ou produits opérationnels non courants recouvre essentiellement :

- Les résultats de cessions d'actifs financiers, incorporels ou corporels.
- Les produits et charges liés à des litiges
- Des charges de restructuration

27) Coût de l'endettement financier net

Le coût de financement inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des dettes auprès des établissements de crédit et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

28) Résultat par action

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, tels que les obligations convertibles en actions ou les options de souscription et d'achat d'actions.

B. Périmètre de consolidation

Sociétés	Siège	Méthode de consolidation	30.09.2010	30.09.2009
			Pourcentage d'intérêt du Groupe	
PARSYS	Noisy Le Grand	Intégration globale	100,0%	100,0%
ALTERNIUM	Milan (Italie)	Mise en équivalence	45,0%	45,0%
PARSYS TELEMEDECINE	Paris	Intégration globale	100,0%	

LAUREA ITALIA SRL a été renommée ALTERNIUM au cours de l'exercice

La société Parsys Télémedecine au capital de 10.000 euros, filiale à 100% de Parsys SA est sans activité.

C. Compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Les informations sont données, sauf indication contraire, en euros.

29) Ecarts d'acquisition - Goodwill

	30.09.2010	30.09.2009
Valeur d'acquisition à l'ouverture	6244	0
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-713	6 244
Cessions		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Ecarts de conversion		
Valeur d'acquisition à la clôture	5 531	6244
Pertes de valeurs à l'ouverture		
Pertes de valeur sur goodwill		
Cessions		
Transfert vers des actifs non courants et groupe d'actifs à céder détenus en vue de la vente		
Pertes de valeur à la clôture		
Valeur nette	5 531	6 244
Dont activité location	5 531	6244
activité santé		

Ces écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test annuel de perte de valeur comme décrit en note 8). Aucune dépréciation n'a été enregistrée à ce titre au cours de l'exercice 2010. L'acquisition négative correspond à la correction de la valeur initiale.

30) Immobilisations incorporelles

	30.09.2010	30.09.2009
Valeur brute à l'ouverture	2 680 208	5 704 565
Acquisitions	0	414 011
Transferts	0	0
Diminution	-49 948	-3 438 368
Valeur brute à la clôture	2 630 260	2 680 208
Dont activité location	650 573	700 521
activité santé	1 979 687	1 979 687
Amortissements et pertes de valeur à l'ouverture	1 218 713	4 341 246
Dotation de l'exercice	397 356	315 835
Transferts	0	0
Diminution	-49 948	-3 438 368
Amortissements et pertes de valeur à la clôture	1 566 121	1 218 713
Dont activité location	650 256	697 372
activité santé	915 864	521 341
Valeur nette	1 064 139	1 461 495
Dont activité location	317	3 149
activité santé	1 063 822	1 458 346

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	30.09.2009	Transfert	Augmentation	Diminution	30.09.2010
Frais de recherche	1 938 647				1 938 647
Concessions, brevets, licences	110 328			-13 365	96 963
Fonds de commerce	0				0
Autres immobilisations incorporelles	631 233			-36 583	594 650
Valeur brute	2 680 208	0	0	-49 948	2 630 260
Frais de recherche	502 521		387 729		890 251
Concessions, brevets, licences	89 236		7 595	-13 365	83 465
Fonds de commerce	0				0
Autres immobilisations incorporelles	626 955		2 032	-36 583	592 405
Amortissements et pertes de valeur	1 218 713	0	397 356	-49 948	1 566 121
	1 461 495				1 064 139

31) Immobilisations corporelles

	30.09.2010	30.09.2009
Valeur brute à l'ouverture	3 291 520	3 054 657
Acquisitions	954 016	734 151
Transferts	0	0
Diminution	-941 560	-497 288
Valeur brute à la clôture	3 303 976	3 291 520
Dont activité location	3 235 172	3 245 437
activité santé	68 803	46 082
Amortissements et pertes de valeur à l'ouverture	2 421 271	2 099 187
Dotations de l'exercice	900 725	529 225
Transferts	0	0
Diminution	-944 111	-207 141
Amortissements et pertes de valeur à la clôture	2 377 885	2 421 271
Dont activité location	2 340 096	2 392 944
activité santé	37 788	28 327
Valeur nette	926 091	870 249
Dont activité location	895 076	852 493
activité santé	31 015	17 756

Les mouvements de l'exercice s'analysent ainsi :

	30.09.2009	Transfert	Augmentation	Diminution	30.09.2010
Installations générales constructions	14 483				14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	75 157		18 413	0	93 571
Installations générales agencements, aménagements divers	1 095 041		19 774	-4 239	1 110 575
Matériel de transport	0				0
Matériel informatique et mobilier de bureau	359 429		0	-1 589	357 840
Matériels Auto-portés	1 747 411		915 829	-935 733	1 727 507
Valeur brute	3 291 520	0	954 016	-941 560	3 303 975
Installations générales constructions	14 483				14 483
Installations tech, mat et outillages ind.	64 302		5 491	0	69 793
Installations générales agencements, aménagements divers	911 384		64 240	-4 239	971 385
Matériel de transport	0				0
Matériel informatique et mobilier de bureau	318 779		6 365	-132	325 012
Matériels Auto-portés	1 112 322		824 629	-939 740	997 211
Amortissements et pertes de valeur	2 421 271	0	900 725	-944 111	2 377 885
	870 249				926 091

32) Titres mis en équivalence

	30.09.2010	30.09.2009
ALTERNIUM	872	0

	30.09.2010	30.09.2009
Nombre de titres détenus		
Pourcentage d'intérêts (1)	45,00%	45,00%
Valeur d'équivalence à l'ouverture	0	0
Variation de périmètre ou du pourcentage détenu		4 500
Résultat de la période	1 903	
Autres variations de capitaux propres		
Ecart d'acquisition	713	-6 244
Provision	-1 744	1 744
Valeur d'équivalence à la clôture	872	0
Valeur d'acquisition à l'ouverture	4 500	0
Augmentation		4 500
Diminution		
Valeur d'acquisition à la clôture	4 500	4 500
Impôts différés passifs à l'ouverture		
Augmentation		
Diminution		
Impôts différés passifs à la clôture		

Les éléments significatifs des états financiers d'ALTERNIUM SRL sont les suivants :

	31.08.2010	31.08.2009
Actifs non courants	3 486	5 305
Actifs courants	420 767	266 892
Total de l'actif	424 253	272 197
Capitaux propres (part du Groupe)	1 938	-3 873
Intérêts minoritaires		
Passifs non courants	9 311	6 805
Passifs courants	413 004	269 265
Total du passif	424 253	272 197
Chiffre d'affaires	1 008 649	426 077
Résultat opérationnel courant	21 882	14 845
Résultat opérationnel	21 882	14 845
Résultat financier	-855	-921
Résultat avant impôt	21 027	13 925
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 813	5 579
Résultat net (part du groupe)	2 616	2 511

Les passifs non courants sont des provisions couvrant le coût de départ éventuel des salariés.

33) Autres actifs financiers non courants

	Dépôts	Créance société mise en équivalence	Prêts et créances	30.09.2010	Dépôts	Créance société mise en équivalence	Prêts et créances	Gage Espèces	30.09.2009
Actifs financiers, solde d'ouverture	83 616	65 500	21 722	170 838	114 197		21 722	4 204 048	4 339 968
Valeur brute	83 616	65 500	21 722	170 838	114 197		21 722	4 204 048	4 339 968
Cumul des pertes de valeur				0					0
Investissements	300 165			300 165	23 026	65 500			88 526
Cessions, remboursements	-16 741			-16 741	-41 437				-41 437
Transferts (vers) d'autres rubriques				0	-12 170			-4 204 048	-4 216 218
Augmentation (diminution) provenant des variations de la juste valeur				0					0
Actifs financiers, solde de clôture	367 039	65 500	21 722	454 262	83 616	65 500	21 722	0	170 838
Valeur Brute	367 039	65 500	21 722	454 262	83 616	65 500	21 722	0	170 838
Cumul des pertes de valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0

34) Autres actifs non courants

Néant

35) Impôts différés actif

Ils correspondent au 30/09/09 d'une part à l'activation des pertes fiscales reportables de PARSYS, estimée sur la base des bénéfices prévus selon le business plan à 4 ans établi par la Direction, et d'autre part aux impôts afférents aux différences temporaires.

Au 30/09/10, le montant porté en actif d'impôt a été limité aux passifs d'impôts constatés.

	30.09.2010	30.09.2009
Déficits fiscaux reportables de PARSYS SA	33 647 202	19 334 639
Déficit activé	1 365 664	12 026 413
Différence temporaire	197 384	706 322
Taux d'impôt différé	33,33%	33,33%
Impôt différé actif	520 964	4 243 821
Dont activité location	413 311	997 735
activité santé	107 653	3 246 086

36) Stocks et en-cours

	30.09.2010			30.09.2009		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Stock "longue durée"						
Nouveaux matériels	672 417	0	672 417	271 286	0	271 286
Encours	124 230	-103 361	20 869	141 967	0	141 967
Stock "Fin de contrat"	163 846	-64 766	99 080	230 589	-112 924	117 665
Stock Santé						
Matières consommables	280 901	-126 414	154 486	283 596		283 596
Produits semi-finis	724 893	-376 386	348 507	816 503		816 503
Produits finis	28 343	0	28 343			
TOTAL	1 994 630	-670 927	1 323 703	1 743 941	-112 924	1 631 017
Dont :						
Location			792 366			530 918
Santé			531 336			1 100 099

37) Clients

	30.09.2010	30.09.2009
Créances Clients	799 581	8 422 959
Créances douteuses et litigieuses	20 132	191 055
Effets en portefeuille		13 615
Factures à établir	14 170	129 408
A déduire : provision pour dépréciation	-27 622	-163 233
Valeur nette	806 261	8 593 804

Echéancier des créances clients	TOTAL	Non échu	0 - 30 J	30 - 60 J	60 - 90 J	90 - 180 J	> 180 J
Réglées entre le 01/10/09 et le 16/11/09	559 224						
Non réglées au 16/11/09	240 357	27 078	100 095	14 372	25 904	3 351	69 557
	799 581						

Evolution des créances douteuses	Au 30/09/09	Augmentation	Règlements	Passé en pertes	Au 30/09/10
Brut	191 055	2 060	-3 565	-169 418	20 132
Dépréciations	-163 233	-10 076	2 981	142 707	-27 622

38) Autres actifs courants

	30.09.2010	30.09.2009
Avances et acomptes versés	612	298 033
Créances sur l'Etat (1)	595 495	1 092 126
Créances sur le personnel	1 397	10 917
Créances auprès des organismes sociaux		
Autres créances diverses	39 915	38 072
Charges constatées d'avance	108 577	109 372
Valeur brute	745 997	1 548 519
A déduire : provision pour dépréciation		
Valeur nette	745 997	1 548 519
(1) créances sur l'état		
Produit à recevoir / Etat (encaissé en décembre 2010)	385 365	91 452
TVA Française	210 130	1 000 674

39) Capitaux propres

Le capital de la société est composé de la façon suivante :

	Nombre d'actions	dont actions à droit de vote double (*)	Valeur nominale
au 30/09/10	1 541 667	839 882	3,00
au 30/09/09	1 541 667	839 882	3,00
au 30/09/08	1 541 667	839 857	3,00

Actions auto détenues : Néant

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Européenne.

40) Emprunts auprès des établissements de crédit, endettement financier net et instruments financiers

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond :

- aux montants figurant au passif du bilan sous les postes « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit », courants comme non courants,
- aux apports des actionnaires figurant au poste « emprunts et dettes financières diverses »
- aux dettes issues du plan de continuation figurant dans les différents postes du passif du bilan autres que sous le poste « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit »
- diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan sous la rubrique du même nom.

Endettement financier net		30.09.2010	30.09.2009
Emprunts à plus d'un an et moins de cinq ans		2 251 859	2 341 939
Emprunts à plus de cinq ans		0	0
Passifs financiers non courants	I	2 251 859	2 341 939
Emprunts à moins d'un an		207 177	207 177
Intérêts courus		7 888	4 468
Banques créditrices (*)		31 132	135 258
Passifs financiers courants	II	246 197	346 903
Comptes courants d'actionnaires			
Autres Passifs financiers courants	III	0	0
Dettes du plan de continuation figurant en :			
Autres passifs non courants		4 504 685	4 961 768
Fournisseurs		101 263	123 724
Dettes fiscales et sociales		265 944	413 756
Autres dettes courantes		40 272	45 056
Autres Passifs	IV	4 912 165	5 544 304
Total Passifs	V = I + II + III + IV	7 410 221	8 233 147
dont Taux fixe			
Taux variable		7 410 221	8 233 147
Disponibilités		767 283	3 227 137
Trésorerie et équivalents de trésorerie	VI	767 283	3 227 137
Endettement financier net	(V - VI)	6 642 939	5 006 010

Précision : Les emprunts à plus d'un et à moins d'un an sont aussi des dettes du plan de continuation.

Les dettes du plan de continuation ont été à l'origine étalées sur 10 ans et ne portent pas intérêt. Au 30/09/10, il reste 4 échéances de plan à payer. Ces dettes ont été comptabilisées à leur juste valeur par résultat, c'est-à-dire avec une décote de manière à ramener leur taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. Le taux d'intérêt retenu est de 5%, taux auquel le groupe pourrait se refinancer auprès d'un organisme de crédit. Les variations annuelles de juste valeur sont inscrits au compte de résultat sur la ligne « autres charges financières ».

L'échéancier de remboursement en valeur nominale ainsi que l'effet de l'actualisation sont donnés ci-après :

	2009 - 2010	2010 - 2011	2011 - 2012	2012 - 2013	2013 - 2014	TOTAL
Au 30/09/10						
Valeur nominale Emprunts		217 536	217 536	1 218 202	1 218 202	2 871 477
Fournisseurs		106 240	106 240	595 666	598 103	1 406 249
Fiscal Social		279 270	279 270	1 563 914	1 652 733	3 775 188
Clients Crédoiteurs		42 285	42 285	236 797	236 797	558 164
ST	0	645 331	645 331	3 614 580	3 705 835	8 611 078
Juste valeur Emprunts		207 177	197 312	1 052 329	1 002 218	2 459 036
Fournisseurs		101 181	96 363	514 559	492 061	1 204 163
Fiscal Social		265 972	253 306	1 350 968	1 359 707	3 229 954
Clients Crédoiteurs		40 272	38 354	204 554	194 813	477 993
ST	0	614 601	585 335	3 122 410	3 048 800	7 371 146
Ecart d'actualisation	0	30 730	59 997	492 170	657 035	1 239 932
Au 30/09/09						
Valeur nominale Emprunts	217 536	217 536	217 536	1 218 202	1 218 202	3 089 013
Fournisseurs	128 784	106 240	106 240	595 666	598 103	1 535 033
Fiscal Social	428 309	305 610	305 610	1 711 418	1 800 236	4 551 183
Clients Crédoiteurs	47 069	42 285	42 285	236 797	236 797	605 233
ST	821 698	671 671	671 671	3 762 083	3 853 339	9 780 463
Juste valeur Emprunts	207 177	197 312	187 916	1 002 218	954 494	2 549 117
Fournisseurs	123 724	96 363	91 774	490 056	468 630	1 270 547
Fiscal Social	413 756	277 198	263 998	1 407 988	1 410 532	3 773 471
Clients Crédoiteurs	45 056	38 354	36 527	194 813	185 536	500 287
ST	789 713	609 226	580 215	3 095 075	3 019 192	8 093 421
Ecart d'actualisation	31 984	62 446	91 456	667 008	834 147	1 687 041

A noter :

- les emprunts sont inscrits au poste « Emprunts auprès des établissements de crédit », la part à moins d'un an en courant et celle à plus d'un an en non courant
- les dettes fournisseurs, fiscal-social et clients crédoiteurs sont inscrits pour la part à moins d'un an au poste de dette concerné et pour la part à plus d'un an en « autres passifs non courants »

Si le taux d'intérêt retenu avait varié de 1%, l'incidence aurait été la suivante :

	30/09/2010		30/09/2009	
	Var -1%	Var +1%	Var -1%	Var +1%
Valeur Nominale	8 611 078		9 780 463	
Juste valeur	7 598 268	7 153 386	8 396 984	7 804 773
Ecart	1 012 810	1 457 693	1 383 479	1 975 689
Incidence résultat	76 440	-70 888	81 450	-76 771
Incidence Bilan	-227 122	217 760	-303 563	288 648

L'évolution de la dette en valeur nominale a été la suivante au cours de l'exercice :

	En Valeur Nominale
Valeur nominale au 30/09/09	9 780 463
Règlement échéances	-898 260
Abandon de créance	-271 124
Valeur nominale au 30/09/10	8 611 078

Les instruments financiers dont dispose le groupe sont les suivants :

	Montant		Analyse par catégorie d'instruments financiers			
	Valeur comptable	juste valeur	juste valeur par résultat	prêts et créances	actifs financiers disponibles à la vente	dettes au coût amorti
Au 30/09/2010						
Autres actifs financiers non courants	454 262	454 262		454 262		
Autres actifs non courants	0	0		0		
Clients	806 261	806 261		806 261		
Autres actifs courants	41 924	41 924		41 924		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	767 283	767 283	767 283			
Total Actifs financiers	2 069 730	2 069 730	767 283	1 302 447	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit >1 an	2 251 859	2 251 859	2 251 859			
Emprunts auprès des établissements de crédit <1 an	246 197	246 197	246 197			
Autres passifs non courants	4 895 972	4 895 972	4 642 685	253 286		
Fournisseurs	2 422 607	2 422 607	101 263	2 321 344		
Autres dettes courantes	546 457	546 457	40 272	506 185		
Total Passifs financiers	10 363 092	10 363 092	7 282 277	3 080 815	0	0
Au 30/09/2009						
Autres actifs financiers non courants	170 838	170 838		170 838		
Autres actifs non courants	0	0		0		
Clients	8 593 804	8 593 804		8 593 804		
Autres actifs courants	347 021	347 021		347 021		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 227 137	3 227 137	3 227 137			
Total Actifs financiers	12 338 801	12 338 801	3 227 137	9 111 664	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit >1 an	2 341 939	2 341 939	2 341 939			
Emprunts auprès des établissements de crédit <1 an	346 903	346 903	346 903			
Autres passifs non courants	5 135 740	5 135 740	4 961 768	173 971		
Fournisseurs	6 781 882	6 781 882	123 724	6 658 158		
Autres dettes courantes	1 626 621	1 626 621	45 056	1 581 565		
Total Passifs financiers	16 233 086	16 233 086	7 819 391	8 413 694	0	0

Les gains et pertes ventilés par catégorie d'instruments financiers sont les suivantes :

Catégorie d'instrument financier	Intérêts	juste valeur	TOTAL
2010			
Juste valeur par résultat	-27 632	-437 631	-465 263
Prêts et créances	0	2 001	2 001
Dettes au coût amorti			0
Total gains et pertes financiers nets	-27 632	-435 630	-463 262
2009			
Juste valeur par résultat	90 655	-447 126	-356 471
Prêts et créances	-56 897	-3	-56 900
Dettes au coût amorti			0
Total gains et pertes financiers nets	33 758	-447 129	-413 371

Les justes valeurs sont déterminées ainsi :

- Dette issues du plan de continuation : la juste valeur correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs générés par le remboursement du principal et des dettes, actualisés aux taux d'intérêt du marché à la date de la clôture
- Créances et dettes d'exploitation hors dettes issues du plan de continuation : la juste valeur correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des délais de paiement et de règlement

Les principaux risques financiers auxquels le groupe est soumis sont les suivants :

- Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers, qui représente l'exposition maximale au risque de crédit est de 2.070 K€ au 30/09/2010 contre 12.339 K€ au 30/09/2009. Le détail par type de créance figure au tableau « instruments financiers ». La mesure du risque encouru par le groupe, et en particulier celui relatif aux créances clients, est analysé dans chaque rubrique du bilan.

- Risque de liquidités

Le financement du groupe repose principalement sur les dettes issues du plan de continuation dont les échéances sont exposées ci-dessus

- Risque de taux

L'exposition au risque de taux d'intérêt pour le groupe provient essentiellement de son endettement financier. L'incidence de la variation du taux est exposée ci-dessus

41) Autres passifs non courants

	30.09.2010	30.09.2009
Financement OSEO	138 000	
Dépôt client	253 286	173 971
Dettes du plan de continuation		
Fournisseurs	1 102 983	1 146 822
Fiscal Social	2 963 982	3 359 715
Clients Crédoiteurs	437 721	455 231
ST	4 504 685	4 961 768
TOTAL	4 895 972	5 135 739

42) Provisions non courantes

Les provisions non courantes, non directement liées aux cycles d'exploitation, concernent les éléments suivants :

	30.09.2009	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.09.2010
Restructurations (prud'hommes)	339 583	100 000	-104 758	-234 825	100 000
Litige	0	10 292 020			10 292 020
Divers	2 221				2 221
Provision Laurea ITALIA srl	1 744	-713		-1 031	0
Avantages postérieurs à l'emploi	68 662	6 327		-16 366	58 623
Total	412 209	10 397 634	-104 758	-252 222	10 452 864

a. Restructurations

Provision destinée à couvrir des litiges avec des salariés.

b. Litige

Provision destinée à couvrir le risque de reversement de l'indemnité versée par GLS Lease Plan suite à cassation.

c. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi couverts par des provisions concernent les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel employé en France qui sont des indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite. Les provisions sont calculées sur la base des hypothèses suivantes :

	30.09.2010	30.09.2009
Age de la retraite	65 ans	65 ans
Turn-over :		
20-30 ans	7%	7%
30-40 ans	4%	4%
40-50 ans	2%	2%
50-60 ans	1%	1%
Taux d'actualisation	5,00%	5,00%
Table de mortalité retenue	TD 2004-2006	TD 2004-2006
Taux de revalorisation des salaires	2,00%	2,00%

Les provisions pour indemnités de retraite s'analysent ainsi :

Montants reconnus au bilan

	30.09.2010	30.09.2009
Charges à payer (passif net au bilan)	58 623	68 662
Charges constatées d'avance (actif net au bilan)		
Montant net reconnu au bilan	58 623	68 662

Evolution des engagements au cours de l'exercice (passifs)

	30.09.2010	30.09.2009
Variation de périmètre	68 662	56 895
Coûts des services rendus	3 383	11 855
Coût financier	2 630	2 705
Cotisations des participants au régime		
Ecart actuariels		
Prestations payées		-814
Coût des services passés		-202
Réduction	-16 052	-1 777
Liquidation		
	-10 039	11 767
	58 623	68 662

43) Impôts différés passif

Il s'agit des impôts différés sur les ajustements de juste valeur et l'activation de frais de recherche développement.

44) Fournisseurs et comptes rattachés

	30.09.2010	30.09.2009
Dettes du plan de continuation	101 263	123 724
Fournisseurs	1 581 827	280 274
Factures non parvenues	739 517	6 377 884
	2 422 607	6 781 882

45) Dettes fiscales et sociales

	30.09.2010	30.09.2009
Dettes du plan de continuation	265 944	413 756
Dettes sociales	254 044	350 570
Dettes fiscales	38 850	60 248
	558 838	824 573

46) Autres dettes courantes

	30.09.2010	30.09.2009
Dettes du plan de continuation	40 272	45 056
Préfinancements	78 389	1 443 494
Avances et acomptes reçus	291 412	60 893
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	5 222
Créditeurs divers	136 385	71 956
Produits constatés d'avance	49 424	26 760
	595 881	1 653 381

47) Provisions courantes

La variation des provisions courantes, s'analyse ainsi :

	30.09.2009	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.09.2010
Charge sur dénouement de contrats	228 406		-213 406		15 000
Charge de rachat de Valeur résiduelle	24 080			-24 080	0
	252 486				15 000

48) Passif d'impôt exigible

	30.09.2010	30.09.2009
TVA à payer		1 042 532
TVTS	2 800	

49) Informations sectorielles

	30/09/2010			30/09/2009		
	Location	Santé	Cumul	Location	Santé	Cumul
Chiffre d'affaires	6 462 076	217 528	6 679 604	14 987 262	130 198	15 117 460
Marge Brute	1 465 847	-450 583	1 015 264	3 029 398	79 623	3 109 020
dont amort et prov	-610 039	-502 800	-1 112 839	-343 945	0	-343 945
Autres produits	0	0	0	0	413 210	413 210
Refact. internes	360 000	-360 000	0	360 000	-360 000	0
Charges externes	-1 658 902	-611 226	-2 270 128	-1 637 273	-343 715	-1 980 989
Impôts et taxes	-134 496	-13 517	-148 013	-169 257	-35 766	-205 023
Charges salariales	-1 781 923	-214 351	-1 996 274	-2 061 742	-365 470	-2 427 212
transferts	9 065	0	9 065	7 373		7 373
ST Frais généraux	-3 206 256	-1 199 094	-4 405 350	-3 500 900	-691 742	-4 192 641
EBITDA	-1 130 370	-1 146 877	-2 277 246	-127 557	-612 119	-739 676
Amortissements	-67 538	-298 261	-365 799	-83 873	-221 349	-305 222
Provisions	1 232	-8 016	-6 785	53 820		53 820
autres charges	-6 980		-6 980	143 448		143 448
Résultat d'exploitation	-1 813 696	-1 955 955	-3 769 650	-358 107	-833 468	-1 191 575
Retraitements de consolidation		-107 653	-107 653		-107 653	-107 653
Résultat opérationnel courant	-1 813 696	-2 063 608	-3 877 303	-358 107	-941 121	-1 299 228

Les données relatives aux actifs non courants sont les suivantes :

	30/09/2010			30/09/2009		
	Location	Santé	Cumul	Location	Santé	Cumul
Ecarts d'acquisition - Goodwill	5 531		5 531	6 244		6 244
Immobilisations incorporelles	317	1 063 822	1 064 139	3 149	1 458 346	1 461 495
Immobilisations corporelles	895 076	31 015	926 091	852 493	17 756	870 249
Immeubles de placement			0			0
Titres mis en équivalence	872		872			0
Autres actifs financiers non courants	454 262		454 262	170 838		170 838
Autres actifs non courants			0			0
Impôts différés	413 311	107 653	520 964	997 735	3 246 086	4 243 821
ACTIFS NON COURANTS	1 769 368	1 202 491	2 971 859	2 030 459	4 722 187	6 752 647

50) Autres produits et charges opérationnels non courants

	30.09.2010	30.09.2009
Honoraires de procédures		-513 582
Abandon de créance / dettes plan continuation	271 124	1 513 385
provision Intérêts gage espèce		406 953
Licenciements & litiges sociaux	-60 073	-348 867
Indemnité GLS	-10 292 020	10 292 020
Provision / cession filiale		0
Litiges commerciaux	-9 000	10 105
Provision / prime exceptionnelle (ex actions gratuites)		0
Divers	59 141	179 869
Variation provision pour retraite	10 039	-11 767
	-10 020 789	11 528 115

51) Impôt sur les sociétés

La charge d'impôts s'analyse ainsi :

	30.09.2010	30.09.2009
Impôt courant	-293 913	-197 606
Impôts différés	3 537 936	3 261 694
(Impôt) crédit d'impôt	3 244 023	3 064 088

La charge d'impôt sur les sociétés correspond à l'impôt dû au titre de la période. L'impôt courant correspond au crédit impôt recherche.

Rapprochement entre le taux légal en France et le taux d'imposition effectif

	30.09.2009	30.09.2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	-17 603 474	6 751 428
Charge (produit) d'impôt sur les sociétés	3 244 023	3 064 088
Amortissement (reprise) des écarts d'acquisition		
Perte (profit) de dilution des sociétés mises en équivalence		
Charge (produit) d'impôt sur les sociétés inclus dans le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat des sociétés mises en équivalence inclus dans le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	-1903	
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	-14 361 355	9 815 515
Taux courant d'imposition en France	33,33%	33,33%
Charge (produit) d'impôt théorique	-4 787 118	3 271 838
Effets sur l'impôt théorique :		
. des différences permanentes	963	246
. des différences temporaires	-166 274	
. Crédit impôt recherche	-293 913	-197 606
. des déficits fiscaux nés dans l'exercice et non activés	4 952 429	
. des déficits fiscaux reconnus précédemment et non activés	3 537 936	
. des éléments divers		-10 391
Charge (crédit) d'impôt réel	3 244 023	3 064 088
Taux effectif d'impôt	-22,59%	31,22%

52) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues.

(en euros)	30.09.2010	30.09.2009
Résultat net part du groupe	-17 603 474	6 751 428
Nombre d'actions pondérées	1 541 667	1 541 667
Résultat net dilué par action	-11,42	4,38

53) Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et passifs éventuels

Le Groupe, dans le cadre de ses activités, est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements font l'objet de provisions (engagements liés aux retraites et autres avantages accordés au personnel, litiges...).

Les engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

Type d'engagement	Société concernée	2010 EUR	2009 EUR
Engagements donnés			
Rachat de valeurs résiduelles Il s'agit du montant des "valeurs résiduelles" de matériels que PARSYS s'est engagée à racheter auprès des refinanceurs à l'échéance des contrats de location "longue durée". Cette valeur représente le maximum des engagements de PARSYS.	PARSYS	69	115
Nantissement de fonds de commerce et de marque au profit du Crédit Lyonnais	PARSYS	1 980	2 130
Reversement à ING de loyers futurs sur un client suite à la cession à ING de la chaîne de loyers	PARSYS	475	235
Versement d'un complément de prix sur achats des titres PARSYS SANTE aux minoritaires en fonction des bénéfices futurs de l'activité SANTE et de la situation nette déterminés comme si la société n'avait pas fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine.	PARSYS	mémoire (1)	mémoire
TOTAL		2 524	2 480
Engagements reçus			
Néant			
TOTAL		-	-
Engagements réciproques			
Néant			
TOTAL		-	-

(1) Compte tenu du cumul des déficits initiaux et des prévisions de résultat sur la période de garantie, aucun complément de prix ne serait à verser

54) Effectif et droit à la formation

Les effectifs du Groupe, hors activités abandonnées ou en cours de cession, ont évolué comme suit :

	30.09.2009	30.09.2009
Cadres	16	24
Non cadres	13	13
	29	37
Dont		
Location	22	30
Santé	7	7

Les effectifs communs aux deux activités ont été ventilés au prorata de leur réaffectation interne.

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (DIF) sont considérées comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une provision, sauf situation exceptionnelle.

55) Informations relatives aux parties liées**a. Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction**

Les conditions de rémunération des mandataires sociaux du groupe sont arrêtées par le conseil de surveillance. L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes de surveillance et de la direction du groupe, s'établit comme suit :

	Rémunérations brutes	Charges sociales	30.09.2010	Rémunérations brutes	Charges sociales	30.09.2009
Avantages à court terme (*)	267 850	107 997	375 847	325 467	130 188	455 655
Indemnité de fin de contrat	267 850	107 997	375 847	325 467	130 188	455 655

(*) Par « avantages à court terme », il faut entendre la rémunération proprement dite, les congés payés, les primes, l'intéressement, les avantages en nature et la participation des salariés.

b. Autres transactions avec les parties liées

Les diverses transactions avec les parties liées, conclues aux conditions du marché, s'apprécient ainsi :

	30.09.2010			30.09.2009		
	Charges	Produits	Créances (dettes)	Charges	Produits	Créances (dettes)
<i>SCPS</i> exploitation	244 923		-31 350	272 492		-22 350
financier				56 897		
<i>ALTERNIUM</i> financier			65 500			65 500
exploitation		98 288	73 788			
	244 923	98 288	107 938	329 389	0	43 150

SCPS est la société mère de PARSYS SA

56) Charges financières

La ventilation des produits et charges financières par nature est la suivante :

	2010	2009
Produits d'intérêt et assimilés	16 685	131 087
Charges d'intérêt et assimilés	-34 839	-82 174
Coût de l'endettement financier net	-18 154	48 914
Produits (Charges) de change	2 001	-3
Produits (Charges) autres (1)	-447 109	-462 282
Autres produits et charges financiers	-445 109	-462 285
Résultat financier	-463 262	-413 371

(1) actualisation des créances

La ventilation des gains et pertes par catégorie comptable d'actifs et de passifs financiers se trouve à la note 40.